

S U I T E
**DU RECUEIL
DE PIÈCES,**

CONCERNANT L'AFFAIRE
DU CARDINAL DE ROHAN.

C O N T E N A N T

PRÉCIS pour M. le Cardinal de Rohan;

*MÉMOIRES instructifs pour les Sieurs
Bohemer & Bassanges, suivis de leur
Lettre à la Reine;*

*LETTRES-PATENTES du Roi, adres-
sées au Parlement;*

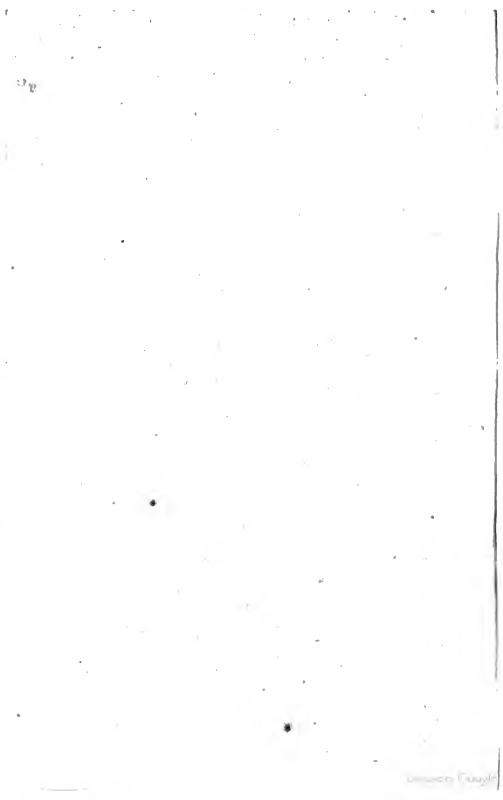
*REQUÊTE du Procureur-Général du
Parlement de Paris;*

*DISCOURS de M. l'Archevêque de
Narbonne, à l'Assemblée du Clergé;*

*LETTRE du Clergé au Roi, & la
réponse;*

*DECRET du Consistoire secret & Lettre
du Cardinal Secrétaire d'État, aux
Cardinaux François.*







P R É C I S

POUR M. le Cardinal DE ROHAN.

MR. LE CARDINAL a-t-il acquis de Bohemer un collier de diamans, de la valeur de 1600 mille livres, en abusant du nom & signature de la Reine, pour s'approprier ce collier ?

Tel est le fait à éclaircir, & dénoncé au Parlement par le Procureur-Général, en conséquence des Lettres-Patentes qui en attribuent la connoissance à la Grand'Chambre assemblée.

S'il est démontré que M. le Cardinal, trompé par ses relations avec la dame de la Mothe Valois, qu'entraîné par la persuasion franche où il étoit que cette dame de la Mothe avoit accès chez la Reine, & qu'elle lui faisoit parvenir ses intentions ; il est donc démontré qu'il a traité de bonne foi avec Bohemer. S'il a cru fermement que le collier étoit pour la Reine, qu'il avoit été remis à la Reine ; s'il a parlé & agi comme ne doutant pas que ce collier ne fût entre les mains de la Reine ; si aujourd'hui désabusé, il se rend garant des conventions faites avec Bohemer pour le paiement du collier ; s'il paye ce collier, où peut être le délit par rapport à M. le Cardinal ?

Point de délit privé, puisque Bohemer n'est

ni plaignant ni accusateur , qu'il a reconnoissance du Cardinal de Rohan , & qu'il sera payé par ce Cardinal.

Point de délit public ; c'en seroit un , s'il avoit violé le respect dû à la *Majesté Royale* ; mais la bonne foi prouvée , & la séduction démontrée , est-ce manquer de respect , que d'employer son entremise , pour la prompte livraison d'un collier qu'on croyoit désiré ? Les conventions du marché dressées par Bohemer , en marge desquelles se trouvent l'approbation de la Reine & sa signature , qui sont déclarées fausses , ne peuvent devenir , dans cette affaire , une piece qui prouve le manque de respect ; 1°. parce que cette piece n'a point été remise à Bohemer , comme un titre dont il pouvoit se servir pour se faire payer ; 2°. parce que le Cardinal ne l'a regardée que comme une preuve de la persuasion où il étoit , qu'il n'avoit pas traité pour lui ; 3°. parce qu'aujourd'hui désabusé , il ne s'en sert point , & ne veut pas s'en servir , pour se dispenser de payer.

La maniere dont M. le Cardinal a été trompé , peut bien être matiere à reproche sur sa crédulité , mais ne peut & ne doit pas être le sujet d'un procès criminel.

La prétendue signature n'est pas même matériellement un faux ; la Reine signe *Marie-Antoinette* ; & au bas des conventions on lit : *Marie - Antoinette de France*. On n'a pas même cherché à imiter l'écriture de la Reine. Si M. le Cardinal , trop crédule , avoit été capable de faire un faux , ou d'y concourir ,

il étoit à portée de voir & de connoître la vraie signature de la Reine , & de la faire imiter. S'il a montré cette signature , comme étant celle de la Reine , c'est une suite de son aveugle persuasion ; il étoit trompé , il ne vouloit pas tromper. D'ailleurs , il est prouvé qu'il n'avoit pas besoin de cette prétendue signature pour s'approprier ce collier , puisqu'il lui a été livré sur sa simple reconnoissance ; que Bohemer s'est contenté de cette reconnoissance , sans demander à se nantir des conventions approuvées & signées , comme un titre nécessaire pour sa sûreté & son payement.

FAIT CAPITAL , extrait du Mémoire même de BOHEMER à la Reine , ayant la détention de M. le CARDINAL , & des dispositions subséquentes de ce Joaillier.

LA bonne foi de M. le Cardinal est tellement évidente , que trois jours après la livraison du collier par Bohemer , M. le Cardinal rencontra , dans la galerie de Versailles , Bohemer , sa femme , & Bassanges , son associé , & leur demanda s'ils avoient vu & remercié la Reine. M. le Cardinal , sous l'aveu de Bohemer , ne les a jamais vus , sans les presser de voir la Reine , sans leur reprocher leur lenteur , vu , sur - tout , la facilité qu'ils avoient d'approcher de Sa Majesté , en qualité de ses Joailliers.

Un jour même (en juillet dernier) se trouvant chez M. le Cardinal , ce Prince les engagea , les détermina à écrire à la Reine pour s'assurer du fait. Bassanges, l'un des associés, fit, sur le bureau de M. le Cardinal, un projet de lettre. M. le Cardinal corrigea ce projet pour le style , en conservant les nuances & les expressions essentielles. Bohemer convient avoir remis , lui-même , cette lettre à la Reine , trois semaines avant la détention de M. le Cardinal.

Si M. le Cardinal s'étoit approprié le collier, s'il avoit cru fausse la signature mise au bas des conventions pour le collier , auroit-il mis autant de suite , d'activité , de chaleur , pour accélérer & faire éclater la découverte d'une infamie qui le perdoit & le déshonorait ? n'avoit-il pas dans sa fortune & ses moyens , de quoi reculer cet éclat , en faisant face au premier payement , qui n'étoit que de 400,000 livres ?

Quant à la dame de la Mothe , on a en main des faits qui prouvent :

1°. Qu'elle a entamé , elle-même , la négociation du collier pour la Reine , lorsque M. le Cardinal étoit en Alsace.

2°. Son état d'indigence , & son opulence subite & très-extraordinaire depuis la livraison du collier ; opulence , dont les détails vrais sont incroyables.



M É M O I R E

I N S T R U C T I F,

Sur la connoissance de Madame DE LA MOTHÉ, avec les Sieurs BOHEMER & BASSANGES.

AU mois de décembre 1784, M^r. Machet, ancien Avocat, que les sieurs Bohemer & Bassanges connoissoient depuis huit ans, qui étoit au service de Monsieur, frere du Roi, leur demanda s'ils avoient toujours leur vieux collier. Lui ayant répondu que nous en étions toujours chargés, il nous dit qu'il étoit fâcheux que les démarches que nous avions faites à la Cour, n'eussent pas réussi à nous le faire placer plutôt. Nous lui objectâmes que nous n'avions pas osé nous flatter de cette espérance pendant la guerre; mais qu'une heureuse paix, ayant succédé à l'événement de la grossesse de S. M. la Reine, nous faisoit renaitre l'espoir de pouvoir réussir; & qu'il ne s'agissoit que de trouver une personne distinguée qui voulût bien se charger de parler pour nous au Roi & à la Reine, pour l'acquisition de cette parure.

Le sieur Machet nous dit qu'il se trouve-

roit heureux de pouvoir nous être de quelque utilité dans cette démarche ; & en même temps il fit part au sieur Bassanges , que le sieur Laporte , son gendre , Avocat au Parlement , avoit fait connoissance d'une dame de Valois , reconnue , depuis peu , pour être de l'auguste famille des Valois ; que cette Dame avoit accès auprès de S. M. la Reine , qui daignoit l'honorer de ses bontés ; que si lui , Bassanges , y consentoit , il feroit demander à cette Dame si elle vouloit s'intéresser pour nous dans cette occasion , en déterminant le Roi ou la Reine à faire l'acquisition de notre collier.

Les sieurs Bohemer & Bassanges acceptèrent , de concert , la proposition ; & quelques jours après , on leur fit réponse , que madame de Valois étoit indécise si elle feroit cette démarche ; mais qu'elle avoit témoigné curiosité de voir cette parure.

Les sieurs Bohemer & Bassanges ne firent aucune difficulté pour la satisfaire ; & le 29 décembre 1784 , le sieur Bassanges se rendit , avec le sieur Machet , chez madame de Valois , à qui il fit voir le collier : il la sollicita en même temps de vouloir bien s'intéresser pour eux auprès de Leurs Majestés , pour les déterminer à faire l'acquisition de cette parure , en présentant à leurs Majesté l'occasion de faire le bonheur de Négociants honnêtes , si elles daignoient les débarrasser d'un fardeau aussi lourd que celui d'un Bijou d'aussi grande importance.

Madame de Valois ne voulut rien leur promettre de positif à ce sujet : elle répondit au sieur Bassanges qu'elle desiroit beaucoup lui être utile ; mais qu'elle n'aimoit pas à se mêler de ces sortes d'affaires ; que cependant elle ne refusoit pas entièrement , & qu'il se trouveroit peut-être une occasion favorable de nous obliger. Tel fut le résultat de notre première entrevue avec cette Dame.

Il se passa , depuis cette époque , trois semaines , sans que nous eussions occasion de voir madame de Valois ; & nous pensâmes qu'elle n'avoit pas voulu se mêler de cette affaire.

Le sieur Bassanges en fit part au sieur Machet , & lui ajouta qu'il croyoit la démarche infructueuse , en lui témoignant le chagrin que nous avions de ne pouvoir réussir à nous procurer la vente de ce collier , qui , vu son prix , nous causoit tous les jours une perte considérable , pour les intérêts des capitaux que nous y avions mis. Nous ajoutâmes que nous donnerions volontiers mille louis à celui qui seroit assez heureux pour nous en faciliter la désaite.

Le sieur Machet répondit qu'il ne demandoit rien pour lui , s'il pouvoit nous être utile ; mais que son gendre étoit un jeune homme , qui commençoit son état , & qu'il nous auroit beaucoup d'obligations , si nous voulions lui témoigner notre reconnoissance , dans le cas où il pourroit réussir dans sa démarche auprès de madame de Valois. Nous le chargeâmes ,

en conséquence , d'envoyer le sieur de Laporte chez cette dame , pour savoir si elle n'avoit pas quelque réponse favorable à nous faire. Celle qu'il nous apporta , fut qu'elle nous prioit de passer chez elle.

Le lendemain , le sieur Bohemer étant malade , le sieur Bassanges se rendit chez madame de Valois ; avec le sieur Machet ; & cette dame lui dit qu'elle espéroit que nous réussissions à vendre notre collier , & que sous peu de jours , nous aurions vraisemblablement des nouvelles satisfaisantes à ce sujet ; que ce seroit un très-grand Seigneur qui seroit chargé de traiter cette acquisition ; qu'elle nous conseilloit de prendre avec lui toutes les précautions que nous aviserions pour les arrangements qu'il pourroit être dans le cas de nous proposer ; & que c'étoit tout ce qu'elle pouvoit nous dire à ce sujet. Nous lui fîmes nos remerciements , en terminant cette seconde entrevue.

Quelques jours après , madame de Valois & son mari vinrent chez les sieurs Bohemer & Bassanges , à sept heures du matin , pour leur annoncer que le grand Seigneur qui devoit être chargé de l'acquisition du collier , devoit se transporter chez eux dans la matinée,

Le sieur Bohemer étant encore au lit , ce fut au sieur Bassanges à qui ils en firent part , en lui recommandant derechef de prendre toutes leurs précautions pour les arrangements , & qu'il étoit inutile de citer à cette personne qu'elle , madame de Valois , se fût immiscée

dans cette négociation , parce que son unique but , dans cette affaire , n'avoit été que le plaisir de nous obliger , d'après le récit que nous lui avions fait de la perte que nous éprouvions depuis le moment où nous nous étions chargés de cette parure.

Madame de Valois s'étant retirée , le sieur Bassanges prévint le sieur Bohemer , que la personne qui devoit traiter l'acquisition du collier , ne tarderoit pas à paroître ; & effectivement , un moment après , on annonce M. le Cardinal de Rohan , qui traite avec les sieurs Bohemer & Bassanges de la manière qui est détaillée dans le Mémoire qu'ils ont eu l'honneur de remettre à Sa Majesté la Reine.

A l'époque où cette négociation fut terminée , les sieurs Bohemer & Bassanges se rendirent chez madame de Valois , pour lui réitérer leurs remerciements.

Depuis ce temps , ils ne virent plus cette Dame , qu'un jour où elle vint dîner chez eux , & un autre jour où elle les engagea de venir dîner chez elle ; & dans ces deux entrevues , il ne fut nullement parlé de la négociation du collier.

Le 3 du présent mois d'août , madame de Valois envoya un Ecclésiastique chez le sieur Bassanges , pour le prier de passer chez elle , avec le sieur Bohemer. Ce dernier étant à la campagne , & malade , le sieur Bassanges y fut seul. Madame de Valois lui demanda s'il avoit vu , depuis peu , M. le Cardinal de Ro-

han. Sur ce qu'il lui dit qu'il le quittoit dans l'instant, alors elle lui fit part de ce que ce Prince se trouvoit dans la plus grande perplexité; qu'il paroissoit que l'engagement que ledit prince avoit chez lui, signé, soi-disant, par Sa Majesté la Reine, étoit une signature contrefaite, & qu'elle ne savoit comment il se tireroit d'embarras; qu'elle nous conseilloit de prendre nos précautions vis-à-vis de lui, pour que nous n'eussions aucun risque à courir: qu'au surplus, le Prince avoit une fortune considérable, & bien en état de payer.

D'après une nouvelle aussi alarmante, nous nous déterminâmes à aller en droiture nous jeter aux pieds de sa Majesté, pour lui découvrir notre position; mais n'ayant point été assez heureux pour obtenir une audience à cette époque, nous ne pûmes rendre compte de cette affaire que le 9 de ce mois, qu'il plut à la Reine de faire mander le sieur Bohemer, pour se rendre à Trianon.

Voilà les faits, tels qu'ils se sont passés, depuis l'origine de cette négociation, & que nous attestons sur notre honneur & notre conscience.

*C O P I E de la Lettre écrite à la REINE ,
par lesdits Sieurs B O H E M E R &
B A S S A N G E S , le 27 juillet 1785.*

M A D A M E ,

N O U S sommes au comble du bonheur , d'oser
présumer que les derniers arrangements qui nous
ont été proposés , auxquels nous nous sommes
soumis avec respect & zèle , soient une preuve
de notre soumission & de notre dévouement aux
ordres de V. M. : & nous avons une vraie sa-
tisfaction de penser que la plus belle parure de
Diamants qui existe , servira à la plus grande
& à la meilleure des Reines.



M É M O I R E ,

*RE MIS à S. M. la REINE , le 12
Août 1785 , pour rendre compte de la ma-
niere dont les sieurs. BOHEMER &
BASSANGES ont traité avec M. le Cardinal
DE ROHAN , de la vente de leur Collier
en brillants , dont il fait l'acquisition pour
S. M.*

LE 24 janvier , présente année , M. le Car-
dinal de Rohan , vint chez les sieurs Bohemer
& Bassanges , & leur demanda de lui montrer
divers bijoux : ils profiterent de cette occasion
pour lui faire voir leur grand collier en brillants,
comme une collection rare en son genre , &
même unique. Le Prince , après l'avoir exami-
né , leur dit qu'il avoit entendu parler de cette
parure , & qu'il étoit chargé de venir , pour en
savoir le prix au juste.

Ils répondirent que le desir qu'ils avoient de
se défaire de cette parure , qui étoit depuis long-
temps un fardeau très-lourd pour eux , les dé-
terminoit à en fixer le prix à 1,600,000 liv. ,
quoique cette collection fait avec une infinité de
peines & de soins , leur coûtoit beaucoup plus.
Ils ajouterent que ce collier avoit été estimé ce
prix par MM. Doigny & Maillard , il y avoit
plus de six ans , lorsque le Roi eut envie d'en

faire l'acquisition ; que depuis cette époque , les intérêts accumulés , leur causoient une perte considérable ; que cependant il s'étoient déterminés à conserver cet objet , se flattant qu'ils seroient un jour assez heureux pour le placer chez S. M. la Reine , comme une parure digne d'elle ; mais que cette espérance flatteuse paroissant s'éloigner , ils avoient pris le parti d'envoyer le dessin de ce collier à la princesse des Asturies , & qu'ils attendoient d'un moment à l'autre , l'ordre d'envoyer cette parure en Espagne.

Le Prince répondit qu'il rendroit compte de la conversation qu'il avoit eue avec nous , & qu'il se chargeroit de l'acquisition de ce collier ; que ce n'étoit point pour lui ; mais que si la négociation avoit lieu , il étoit persuadé que nous accepterions , avec plaisir , les arrangements de l'acquéreur. Il nous prévint en même temps , qu'il ignoroit s'il lui seroit permis de le nommer ; mais que dans le cas où cela ne lui seroit pas permis , il feroit des arrangements particuliers. Il nous dit aussi que ses instructions portoient de ne traiter de cette affaire qu'avec le sieur Bohemer ; lequel ne voulant négocier une affaire aussi majeure sans la participation de son associé , il étoit par conséquent nécessaire qu'il prît , au préalable , d'autres instructions ; pour savoir s'il pouvoit traiter avec l'un & l'autre conjointement : ce qui termina la première entrevue.

Deux jours après cette conversation , le Prince nous fit venir chez lui tous les deux ; &

il nous dit que ses nouvelles instructions l'autorisoient à traiter avec tous les deux , sous la recommandation expresse que nous observerions le plus grand secret ; ce qui lui ayant été promis , il nous communiqua les propositions qu'il étoit chargé de nous faire pour l'acquisition du collier , & dont voici copie :

Le dernier prix du collier sera fixé d'après MM. Doigny & Maillard , en cas que le prix de 1,200,000 liv. qu'on veut le vendre , paroisse trop fort.

Le payement du prix convenu , ne commencera que dans six mois , par une somme de 400,000 liv. , & continuera de six mois en six mois de même.

On pourra faciliter le calme dans les affaires du vendeur , en lui donnant des délégations qu'il pourroit proposer à des créanciers ; les susdites délégations n'annonceroient le premier payement que dans six mois.

Si ces conditions conviennent , le collier sera porté mardi , au plus tard , (qui étoit le premier février).

Le Prince , après la lecture de ces propositions , nous ayant demandé si elles nous convenoient , & nous , lui ayant répondu que oui , il demanda que nous y missions notre acceptation ; ce que nous fîmes , sous la date du 29 janvier , ce qui termina la seconde entrevue.

Le premier février , au matin , le Prince nous écrivit un billet de sa main , mais sans signature , conçu en ces termes :

„ Je

« Je voudrois que M. Bohemer & son associé pussent venir chez moi ce matin , le plutôt possible , avec l'objet en question ».

Nous nous rendîmes chez le Prince aussitôt , & nous lui apportâmes le collier. Il nous fit connoître , dans cette entrevue , que S. M. la Reine faisoit l'acquisition de cette parure , & nous montra , à cet effet , les propositions que nous avions acceptées , approuvées & signées par S. M. MARIE - ANTOINETTE DE FRANCE. Nous témoignâmes , à ce sujet , toute notre joie & satisfaction , & le Prince nous assura qu'il livreroit le collier dans la journée. Il nous dit , en même temps , que S. M. ne pouvoit pas donner les délégations dont il étoit mention dans les propositions ; mais qu'il espéroit qu'on nous tiendrait compte des intérêts que nous réclamions , & qu'il en feroit la représentation , trouvant notre demande juste : ce qui fit notre troisième entretien.

Le même jour , premier février , nous reçûmes une lettre du Prince écrite de sa main , & signé par lui , conçue en ces termes :

« M. Bohemer , S. M. la Reine m'a fait connoître que ses intentions étoient que les intérêts de ce qui sera dû , après le premier payement du mois fin d'août courant , vous soient payés successivement avec les capitaux , jusqu'au parfait acquittement. Signé / LE CARDINAL PRINCE DE ROHAN , datée à Paris , le 1^{er}. février 1785 ».

Quelques jours après la réception de cette

lettre , ayant eu occasion de voir le Prince , il nous dit de profiter de la première occasion que nous aurions d'approcher de S. M. la Reine , pour lui faire nos très-humbles remerciements des bontés qu'elle avoit daigné nous témoigner , en acquérant notre collier.

Cette occasion favorable ne s'étant pas présentée , nous restâmes dans l'attente jusqu'au mois de juillet dernier , que le Prince nous fit dire de nous rendre chez lui. Il nous fit part que la Reine trouvoit le collier trop cher ; que S. M. étoit dans l'intention de nous le rendre , à moins que nous ne consentissions à un rabais , que le Prince fixa même à une somme de 200,000 l. , avec la clause cependant , que , si M. Doigny l'estimoit un prix plus considérable , ce prix nous seroit payé.

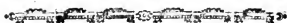
Nous apprîmes cette nouvelle avec la plus grande consternation , & le plus grand chagrin. Nous représentâmes au Prince notre désolation , & le malheur irréparable où cet événement alloit nous plonger , ayant , d'une part , refusé l'occasion d'envoyer ce collier à la cour d'Espagne , où il nous avoit été demandé à diverses reprises , & ayant , d'un autre côté , fait des engagements à divers de nos créanciers , pour les époques où le Prince nous avoit assuré que nous recevriions de S. M. la Reine le premier paiement à compte ; ce qui nous avoit procuré le moyen de faire honneur à nos engagements. Le Prince nous promit qu'il feroit des représentations à ce sujet , & quelques jours après , nous

étant rendus chez lui , il nous dit , que S. M. avoit agréé nos derniers arrangements , & qu'au lieu de la somme de 400,000 liv. que nous devions recevoir , nous recevions , sous peu de jours , celle de 700,000 liv. ; ce qui nous mettroit à même de faire honneur aux engagements que nous avions pris pour divers payemens. Le Prince nous dit en même temps de faire nos remerciemens à la Reine ; & dans la crainte que nous ne puissions avoir le bonheur de nous en acquitter verbalement , nous le fîmes par écrit , dans une lettre que le sieur Bohemer remit à S. M. , le 27 juillet 1785. (Copie de cette lettre est à la fin du troisieme Mémoire ci-devant.

La fin de juillet dernier , étant l'époque du premier payement que nous devions recevoir , le Prince nous fit venir , pour nous annoncer que le payement ne pouvoit avoir lieu , & qu'il étoit différé , jusqu'au premier octobre prochain ; qu'en attendant , il avoit reçu 30,000 liv. pour nous les remettre pour les intérêts. Nous avons donné une quittance dans laquelle nous avons déclaré avoir reçu cette somme de S. M. la Reine , à compte.

Ce sont là tous les faits détaillés tels qu'ils se sont passés , & que nous certifions vrais.

Signés , BOHEMER & BASSANGES.



LETTRES- PATENTES,

*CONCERNANT l'Affaire de M. le
Cardinal DE ROHAN , adressées au
Parlement de Paris.*

LOUIS, &c. Ayant été informés que les
nommés Bohemer & Bassanges , auroient vendu
au Cardinal de Rohan , un collier en brillants ;
que ledit Cardinal , à l'insu de la Reine , notre
chère épouse & compagne , leur auroit dit être
autorisé , par elle , à en faire l'acquisition ,
moyennant le prix de seize cents mille livres ,
payables en différents termes , & leur auroit fait
voir , à cet effet , de prétendues propositions ,
qu'il leur auroit exhibées comme approuvées &
signées par la Reine ; que ledit collier ayant été
livré par lesdits Bohemer & Bassanges audit Car-
dinal , & le premier paiement convenu entr'eux
n'ayant pas été effectué , ils auroient eu recours
à la Reine : Nous n'avons pu voir , sans une
juste indignation , que l'on ait osé emprunter un
nom à gausse & cher à tant de titres , & violer

avec une témérité aussi inouïe , le respect dû à la Majesté Royale.

Nous avons pensé qu'il étoit de notre justice de mander devant nous ledit Cardinal , & sur la déclaration qu'il nous a faite qu'il auroit été trompé par une femme , nommée la Mothe de Valois , nous avons jugé qu'il étoit indispensable de nous assurer de sa personne , & de celle de ladite la Mothe de Valois , & de prendre les mesures que notre sagesse nous a suggérées , pour découvrir tous ceux qui auroient pu être auteurs ou complices d'un attentat de cette nature ; & nous avons jugé à propos de vous en attribuer la connoissance , pour être le procès par vous instruit & jugé , la Grand'Chambre assemblée.

A CES CAUSES , &c. Nous vous avons , par ces présentes signées de notre main , attribué & attribuons la connoissance des faits & délits ci-dessus mentionnés, circonstances & dépendances , pour , à la requête de notre Procureur-Général , la Grand'Chambre assemblée , le procès être fait aux auteurs , fauteurs & complices , participants & adhérents desdits faits & délits , circonstances & dépendances , suivant la rigueur des Ordonnances ; vous attribuant , à l'effet de tout ce qui est ci-dessus , & en tant que de besoin , toute Cour & Jurisdiction dans toute l'étendue de notre Royaume , & icelle interdisant à toutes nos Cours & autres Juges : Et attendu que la matiere requiert célérité , pour ne pas laisser

perdre les preuves qui pourroient dépérir par le retardement , nous vous mandons & ordonnons d'informer desdits faits ci-dessus , circonstances & dépendances , à la requête de notre Procureur-Général ; & à cet effet , de commettre tel d'entre vous que vous aviserez , pour procéder à l'audition des témoins , qui seroient nommés par notre Procureur - Général , & faire tous autres actes , tendants à constater lesdits faits & délits ; lequel nous avons autorisé & autorisons , à procéder auxdites informations , même en temps de vacations , pour , lesdites informations & procédures rapportées devant vous , la Grand'Chambre assemblée , après la rentrée de notre Parlement , y être par vous statué ce qu'il appartiendra.

Si donnons , &c.

REQUÊTE

*DE M. le Procureur - Général du
Parlement de Paris.*

SUPPLIE le Procureur - Général du Roi. Disant qu'il a été informé que vers la fin de janvier de la présente année, le Cardinal de Rohan seroit venu chez Bohemer, Joaillier de la Couronne, & Bassanges, son associé; que ces Joailliers lui auroient montré un grand collier en brillants, comme une collection unique & rare en ce genre, & ajoutant qu'il avoit été estimé par les sieurs Daniel & Guillard, 1,600,000 livres; qu'ils attendoient, d'un moment à l'autre, d'envoyer cette parrue en Espagne, & qu'ils lui auroient annoncé le desir qu'ils avoient de se défaire d'un effet d'aussi grand prix.

Que le Cardinal auroit répondu qu'il rendroit compte de la conversation qu'il venoit d'avoir avec eux, & qu'il se chargeroit peut-être de l'acquisition; que ce n'étoit point pour lui; qu'il étoit persuadé qu'ils accepteroient avec plaisir les arrangements de l'acquéreur, mais qu'il ignoroit s'il lui seroit permis de le nommer.

Que deux jours après, le Cardinal seroit venu

chez eux leur annoncer que de nouvelles instructions l'autorisoient à traiter avec eux , sous la recommandation expresse du plus grand secret.

Que les Joailliers lui ayant promis le plus grand secret , le Cardinal leur auroit communiqué des propositions , tant pour le prix , que pour les échéances des payemens ; au - dessous desquelles propositions ils avoient mis leur acceptation , le 29 janvier 1785.

Que le 1^{er} février suivant , le Cardinal leur auroit mandé de venir chez lui , & d'apporter l'objet en question ; qu'ils s'y étoient rendus , & lui auroient porté le collier ; qu'il leur auroit annoncé , pour la première fois , que c'étoit la Reine qui faisoit l'acquisition ; en leur montrant les propositions émargées du mot *Approuvé* , & à la marge de leur acceptation , ces mots : *Approuvé* ; MARIE-ANTOINETTE DE FRANCE.

Que le Cardinal leur auroit assuré que le collier seroit livré dans la journée ; qu'il leur avoit en même temps dit que la Reine ne pouvoit donner des délégations , mais qu'il espéroit qu'il leur seroit tenu compte des intérêts.

Que le même jour , lesdits Bohemer & Bassanges auroient reçu une lettre du Cardinal , écrite de sa main , & signée de lui , par laquelle il leur auroit mandé que la Reine lui avoit fait connaître que ses intentions étoient que les intérêts de ce qui seroit dû après le premier payement leur fussent payés successivement avec les capitaux , jusqu'à parfait payement.

Que le même mois de février , le Cardinal auroit montré à un Particulier l'écrit à marge , où étoient , d'un côté , les conditions du marché , & les époques des payemens ; & de l'autre , l'acceptation des conditions prétendues *approuvées , & signées de la Reine*.

Que , cependant , la négociation du marché s'étoit faite à l'insu de la Reine , & sans aucune autorisation directe ni indirecte de la Reine.

Que le premier payement conyenu par le marché , n'ayant pas été effectué , lesdits Bohemer & Bassanges auroient présenté un mémoire à la Reine pour obtenir leur payement.

Qu'ils n'auroient pas tardé d'être instruits que la Reine n'auroit pas reçu le collier qu'ils prétendoient devoir avoir été livré à la Reine.

Qu'il paroît qu'une femme , nommée la Mothe de Valois , est impliquée dans les faits , comme ayant trompé le Cardinal , suivant la déclaration qu'il en a faite.

Que la connoissance de tout ce qui peut concerner un marché , où on a osé emprunter le nom auguste de la Reine , supposer son approbation & signature , & présenter cette approbation & signature supposées , comme véritables , & émanées de la Reine , ayant été attribuée à la Cour, la Grand'-Chambre assemblée , par des Lettres-*Patentes* qui ont été enregistrées , il est du devoir du Procureur-Général d'en rendre plainte , & d'en faire informer à la requête.

A CES CAUSES , requiert le Procureur-Général du Roi , qu'il plaise à la Cour lui donner acte

de la plainte qu'il rend , des faits énoncés en la présente requête , & de tous autres y relatifs ; circonstances & dépendances , contre les auteurs , fauteurs , participants , complices & adhérents , tant auxdits faits du marché , que de la supposition d'écriture & signature de la Reine ; ordonner qu'à la requête il en sera informé , tant par lettres que par témoins , par devant tel Conseiller qu'il plaira à la Cour de commettre , pour , l'information faite & communiquée au Procureur-Général du Roi , être par lui requis & par la Cour ordonné ce qu'il appartiendra ; après la rentrée de la Cour , conformément aux Lettres-Patentes , ordonner que , conformément auxdites Lettres-Patentes , il sera procédé à l'audition des témoins , & fait tous les autres actes de procédures nécessaires pour l'instruction , même en temps de vacations.

Ordonner que les pièces , servant à la conviction , seront & demeureront au greffe criminel de la Cour , & qu'il en sera dressé tous procès-verbaux qu'il appartiendra , par le Conseiller Rapporteur , en présence de l'un des substituts du Procureur-Général du Roi.

Ordonner qu'il sera aussi dressé procès-verbal , par ledit Conseiller , en présence dudit Substitut , des pièces qui serviront de renseignement , qui seront aussi représentées par le Procureur-Général du Roi , lesquelles seront pareillement déposées au greffe de la Cour , pour servir à l'instruction & jugement du procès , & ce qu'il appartiendra.

DISCOURS

*De M. l'Archevêque de Narbonne ,
à l'Assemblée du Clergé ; 178).*

MONSEIGNEUR & MESSIEURS ,

IL n'y a personne parmi nous qui ignore le malheur qu'a eu M. le Cardinal de Rohan d'encourir la disgrâce du Roi. Nous devons , sans doute , craindre qu'il ne soit bien coupable , puisque Sa Majesté a cru devoir le faire arrêter avec éclat , s'assurer de sa personne & de ses papiers.

Il est de notoriété publique , depuis hier matin , qu'il a été adressé des Lettres - Patentes au Parlement de Paris , qui lui attribuent la connoissance , l'instruction & le jugement des faits qui forment le corps du délit dont la réparation est poursuivie : faits , dans le détail desquels M. le Cardinal de Rohan se trouve impliqué.

De quelque genre que soit le délit , nous ne craignons pas de dire d'avance que nous le détestons ; mais M. le Cardinal de Rohan réunit à la qualité de Cardinal & de Grand - Aumônier , celle d'Evêque du Royaume. Ce titre , qui nous est commun avec lui , nous impose le devoir de réclamer les maximes & les Loix qui ont prescrit qu'un Evêque devoit être jugé par des Evêques.

A Dieu ne plaie que nous prétendions ; par-là , vouer notre Ordre à l'impunité , ou le soustraire à l'obéissance qui est due au Roi ; nous lui avons dit nous-mêmes , à l'ouverture de nos séances , que la qualité de Ministres des Autels ne contrarieroit jamais les devoirs que nous prescrit celle de Sujets & de citoyens.

Nous promettons & nous enseignons que la puissance de nos Rois est indépendante , universelle , complete , relativement à tous les objets auxquels elle doit atteindre pour le maintien de l'ordre public. Nous tenons fermement que notre consécration au service des Autels , ne transporte à aucune puissance sur la terre les droits auxquels nous a soumis notre naissance.

Nous n'avons donc point à réclamer des privilèges qui soient incompatibles avec ces vérités fondamentales ; mais nous réclamerons , avec confiance ceux que les Loix , les Rois & la Nation nous ont transmis ; nous les trouverons dans les mêmes sources d'où dérivent ceux des Pairs , des Gentilshommes , ou des Officiers des Cours.

J'ai donc l'honneur de vous proposer de charger la commission de la juridiction , de faire sur cette importante matière , les recherches & les réflexions les plus capables de diriger la conduite sage , mesurée , mais énergique , que nous devons tenir dans cette occurrence difficile.

LETTRE

DE L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ ;

AU ROI,

Portée par M. l'Archevêque de Narbonne, le 18 Septembre 1785.

SIRE,

NOUS mettons avec confiance sous les yeux de VOTRE MAJESTÉ, les titres & motifs développés dans le Mémoire que nous prenons la liberté de lui présenter.

Loin à jamais de notre esprit & de nos cœurs toute pensée qui tendroit à nous soustraire à l'obéissance qui vous est due; nous chérissons, SIRE, autant que nous révérons, les caractères inaltérables de votre Puissance Royale, l'indépendance, l'universalité, la plénitude de votre Autorité dans les choses temporelles.

Elle n'a sans doute rien à emprunter d'aucune autre Puissance sur la terre, pour atteindre aux objets auxquels elle doit pourvoir; mais la même Puissance peut être diversement

exercée , sans rien perdre de son intégrité ; ni de ses droits essentiels ; & l'uniformité de la soumission n'est pas plus incompatible dans un État monarchique avec des privilèges particuliers , qu'avec la distinction des rangs & l'inégalité des conditions.

Vous réglez , SIRE , sur les Princes & les Pairs de votre Royaume , sur les Gentilshommes , sur les Magistrats de vos Cours souveraines ; tous sont également vos Sujets , tous sont vos Justiciables ; leurs causes cependant ne sont point jugées comme celles des autres Citoyens.

Les Clercs ont des Juges indiqués par les Loix ; les Ordonnances ont réglé les diverses procédures , suivi la diversité des délits dont ils sont accusés , & l'Ordre Episcopal , SIRE , que les Empereurs Romains réputés les plus sages , que les Conquérants qui ont fondé la Monarchie Françoisé , que Charlemagne , dont les Loix respectées porteront aux générations les plus reculées les vœux des Peuples nombreux soumis à son Empire , que Saint Louis , ce Prince éclairé , aussi attaché aux devoirs de la Religion , que zélé défenseur des droits de la Royauté , se sont plu à revêtir de distinction & de prérogative ; l'Ordre Episcopal , dont tant de monuments consacrent les privilèges , n'auroit pas même de privilèges à réclamer.

Nous rendrons cette contradiction plus sensible , en l'appliquant aux circonstances actuelles.

Qu'un Ecclésiastique soit impliqué dans l'affaire qui s'instruit sous nos yeux au Parlement de Paris, il aura incontestablement le droit de réclamer son Juge naturel, tandis que son Supérieur dans l'Ordre de l'Hérarchie, ne participeroit en rien aux prérogatives de son Ordre.

Les Loix, SIRE, qui régissent votre Empire, n'ont jamais voulu tendre de pièges à vos Sujets, elles ne leur présentent pas d'illusions; c'en seroit une manifeste, qu'un privilège reconnu dont l'exercice ne pourroit jamais avoir lieu. Il existe donc un autre ordre de choses, & c'est celui qui, réunissant l'ineffable sanction des Loix du Souverain & de la Nation, a prescrit qu'un Evêque accusé doit être jugé par les Evêques ses Collègues.

Plus nous réfléchissons sur la nature & les effets de ce privilège, moins nous appercevons en quoi il pourroit alarmer la Puissance Royale; il seroit injuste de lui supposer pour fondement des erreurs que l'Eglise de France a toujours combattues. Nous tenons fermement que notre consécration aux Mystères des saints Autels, ne nous affranchit point des devoirs auxquels nous a soumis notre naissance, & nous n'avons aucune réclamation à former, qui soit inconciliable avec cette première vérité.

C'est le respect pour la religion, qui a donné naissance aux privilèges attribués à ses ministres; celui de l'immunité personnelle dans

les jugemens accordés aux Evêques ; s'est trouvé conforme aux mœurs des premiers François ; ils vouloient que tout accusé fût jugé par ses pairs ; l'approbation & l'authenticité qu'il a reçu sous les deux premières races de nos Rois, l'ont associé au droit public de la nation, & si dans des temps postérieurs il a paru quelquefois défiguré ou obscurci par des prétentions que l'Eglise Gallicane n'a jamais partagées, renfermé dans de justes bornes par les Evêques François, pontifes aussi zélés que sujets fideles, il subsiste dans son intégrité, ainsi que dans sa pureté ; il n'offre donc rien dans son principe, qui puisse blesser la puissance des Rois, puisque nous reconnoissons qu'il est émané d'elle.

L'usage que nous devons en faire, présenteroit-il des inconvénients allarmants pour la société ? Nous sommes aussi éloignés, Sire, de favoriser dans aucun membre de notre ordre, l'impunité que l'indépendance ; & quand l'autorité souveraine a confié à notre vigilance une partie de ses intérêts ; elle ne les a ni trahis, ni servis.

Plus coupables que les autres hommes, quand nous sommes assez foibles pour oublier nos devoirs, nous méritons d'y être appelés par la sévérité de nos propres loix ; la sainteté des maximes dans lesquelles nous puisons nos jugemens, ajoute à la difformité du vice, des traits qui ne sont point apperçus par les tribunaux ordinaires.

Quels

Quels dangers a donc la société à redouter d'une autorité qui , bien loin de laisser les crimes impunis , s'élève avec rigueur contre les violations les plus légères ?

Notre jugement doit , il est vrai , précéder tout autre jugement ; mais nous ne voulons ni retarder , ni empêcher l'administration des preuves , ni nuire à leur conservation ; & quand elles concourent à attirer sur la tête de l'accusé des peines capitales & afflictives , nous ne déguisons point le crime , mais fideles à l'esprit de notre ministère , nous implorons pour le coupable la clémence du Prince , sans prétendre enchaîner sa justice. Tel est , Sire , le privilège que nous réclamons , son origine est antérieure à l'établissement de la monarchie , il nous a été fidèlement transmis d'âge en âge ; c'est un dépôt dont nous sommes comptables à nos successeurs.

Il a pour fondement des motifs légitimes ; il a été accordé non pour un tems , non à des personnes particulières , mais pour toujours , & au premier ordre de votre Royaume ; il n'est donc ni versatile , ni arbitrairement révocable ; il repose , comme tous les droits les plus précieux à la société , sous la sauvegarde immédiate de votre protection Royale ; & c'est le plus puissant de notre respectueuse confiance.

RÉPONSE DU ROI.

Du 10 Septembre.

JE me ferai rendre compte du **Mémoire** que l'Assemblée du Clergé m'a présenté ; je suis satisfait des sentiments qu'elle m'exprime dans la lettre qu'elle m'a adressée.

Le Clergé de mon Royaume doit compter sur ma protection , & sur mon attention à faire observer les loix constitutives des privilèges que les Rois mes prédécesseurs lui ont accordés.



DECRETUM

Latum in Sacro Consistorio
secreto, die 15 Februarii 1736.

AUCTORITATE omnipotentis Dei, Sanctorum Apostolorum Petri & Pauli, ac nostrâ, suspendimus **LU DOVICUM DE ROHAN**, ab honoribus insignibus, prerogativis, & iuribus omnibus dignitatis Cardinalatus, & signanter à voce activâ & passivâ in electione Summi Pontificis Romani, usquequâ coram nobis, & Apostolicâ hac Se se comparaverit, vel per se, vel per Procuratorem legitimum, & se purgaverit ab electione Tribunalis incompetētis & quatenus infrâ terminum sex mensium se sistere neglexerit, contra eum, prout iuris est, procedemus; nonobstante quod illatâ suspensione iudiciorum ordo servata non fuerit, nec non nostrâ, & Cancellariæ Apostolicæ regulâ de iure quæsito non tollendo, aliisque apostolicis, ac generalibus constitutionibus, conciliis, etiam favore Cardinalium editis, aliisque contrariis quibuscumque, quibus omnibus ad præmissorum effectum, hac solummodo vice derogamus.

In nomine Patris, & Filii
& Spiritus Sancti. Amen.

DÉCRET

Donné dans le Consistoire secret tenu le 15 Fév. 1736.

DE l'autorité du Dieu tout-puissant, des Apôles St. Pierre & St. Paul, & de la nôtre, nous suspendons **LOUIS DE ROHAN** de tous les honneurs, droits & prerogatives attachés à la dignité de Cardinal, même le privons de la voix active & passive dans l'élection d'un souverain Pontife Romain, jusqu'à ce qu'il ait comparu pardevant nous & ce Siège Apostolique, en personne ou par légitime Procureur, pour se justifier du choix qu'il a fait d'un Tribunal incompetēt; & dans le cas où il ne se seroit pas présenté dans le terme de six mois, nous procéderons par toutes voies de droit contre lui: laquelle suspension aura son effet, nonobstant que l'ordre des Jugemens & la regle établie dans notre Chancellerie Apostolique n'y soient pas observées & nonobstant toutes constitutions Apostoliques & Conciles généralement quelconques, même ceux publiés en faveur des Cardinaux, auxquels nous dérogeons à cet égard seulement, comme à tout ce qui pourroit être contraire à l'effet des présentes.

Au nom du Pere, du
Fils & du Saint Esprit.

Ainsi soit-il.

*LETTRE DU CARDINAL,
Secrétaire d'Etat, aux Cardinaux
François,*

A Rome, ce 13 Février 1785.

L'IMPRUDENT, le fatal, libre & irrégulier choix, fait par le Prince Louis de Rohan, du Parlement de Paris, pour son Juge & pour Juge de son Procès criminel; l'atteinte qui a été portée par ce choix aux loix & à l'immunité de l'Eglise; l'obstacle qu'il a mis aux pieuses intentions du très-Clément & très-Religieux Monarque de la France, exprimées dans deux lettres de Sa Majesté, adressées au Souverain Pontife, ont obligé le Saint Pere, après avoir pris l'avis du Sacré College dans le Consistoire du 13 de ce mois de février, de le suspendre, en attendant, de la dignité & prérogative du Cardinalat, & encore de voix active & passive, en lui fixant le terme de six mois, pour comparoitre & se laver devant Sa Sainteté & le Saint Siege, ou en personne, ou par Procureur.